
**MANIFESTE POUR UNE PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE SYSTÉMIQUE, RÉALISTE ET JUSTE
ET POUR UNE NOUVELLE FORME DE MOBILISATION GÉNÉRALE DE TOUTE LA SOCIÉTÉ POUR AGIR**

Aujourd'hui, le constat est clair : tempêtes, inondations, canicules, sécheresses, feux de forêts et événements climatiques exceptionnels se multiplient. La biodiversité s'effondre. L'épuisement des ressources naturelles menace tout notre modèle économique. Et le dérèglement climatique ouvre la voie à des conflits et des vagues migratoires, dont nous ne connaissons pour le moment que les prémises.

Pour relever le défi écologique, notre action ne peut pas se contenter d'un peu de régulation ici, un peu de coercition là, en comptant pour le reste sur les forces de marché et les promesses du progrès technologique. Certes, nous avons besoin du capital privé et du marché. Certes, nous avons besoin de technologies toujours plus performantes. Mais, nous le comprenons chaque jour plus clairement, pour relever le défi écologique, la politique doit réinvestir son rôle le plus ambitieux et le plus noble : dire où nous voulons aller et comment nous voulons y aller. Désigner le but et tracer le chemin.

La planification écologique doit permettre d'accélérer les efforts collectifs et repose sur deux piliers structurants : rendre explicite la trajectoire possible, et crédibiliser les conditions et les moyens de sa réalisation.

Nous avons besoin de retrouver confiance dans le fait que la transition écologique est possible, que le changement est à notre portée : pour cela, nous avons un plan.

La transition écologique nous oblige à porter notre regard bien plus loin que d'ordinaire, en tout cas très au-delà de la présente législature et même de la suivante et encore de celle qui lui succédera... Incrire une politique dans une telle durée est un effort qui, en dehors peut-être de la construction européenne, n'a pas d'exemple dans l'histoire contemporaine.

Mais quand des horizons trop lointains ont tendance à nous pousser à formuler des utopies ou des alarmes face à l'insurmontable, la planification écologique s'attache à penser au présent, et au futur proche. Il s'agit de décrire à quoi ressemble concrètement la transition écologique, pas à la fin du siècle, mais dès l'année prochaine, dès demain ; recenser toutes les solutions disponibles et donner à voir que la majorité de ces changements sont déjà amorcés et qu'il s'agit de les généraliser.

Pour être utile à l'action, ce plan doit être crédible. Il doit intégrer au mieux les contraintes et les capacités effectives de chaque acteur, en tenant compte des limites tant physiques, économiques que sociales avec lesquelles nous devons composer, et proposer un chemin à partir de ces réalités.

Asséner l'inéluctabilité de la transition écologique sans proposer des solutions concrètes ne produira pas la mobilisation générale. La planification écologique prend pour point de départ la réalité vécue, celle des entreprises, des collectivités locales, des citoyens. Il s'agit de rompre avec une pensée incantatoire, qui ne prend pas en compte les conditions économiques et sociales du changement.

Contrairement à ce que l'on croit parfois, la solution ne réside pas dans des programmes qui régleraient tout par la loi et l'autorité de l'Etat. La seule administration de la contrainte provoquerait à brève échéance des convulsions sociales et créerait ainsi des forces de résistance contre-productives. Le dirigisme jacobin ne vaut pas mieux que le seul « laisser-faire ». Ces deux positions manichéennes créent des écueils symétriques : ici, celui de l'inaction et de la passivité ; là, celui d'une action confuse et empressée, qui cache sous l'apparence de la radicalité et de la générosité écologiques, une méconnaissance des réalités quotidiennes de nos concitoyens, et de nos entreprises.

NOS CONVICTIONS

Il ne faut pas opposer les solutions technologiques et la sobriété. D'ici 2030, la majorité des leviers de réduction d'émissions de GES reposent sur des solutions techniques connues, mais la sobriété est essentielle, tant pour réduire nos émissions que pour économiser l'énergie et la matière nécessaire à la réalisation des substitutions techniques. Post-2030, la part de l'innovation sera nécessairement plus importante et il faut d'ores et déjà s'y préparer, un mobilisant la recherche française et l'écosystème d'industrialisation.

La nature des leviers distribue de fait l'effort parmi les acteurs. Chacun doit faire sa part et la répartition de l'effort est équilibrée : 75% des baisses d'émissions sont entre les mains « des gros » (les pouvoirs publics, les entreprises) et 25% des baisses sont entre les mains « des gens ». C'est parce que « les gros » font l'effort le plus important à court terme, que les citoyens ont plus de temps pour s'engager dans la transition. Au sein des ménages, l'effort doit aussi être différencié. C'est possible car à l'horizon 2030, il est nécessaire qu'au moins 20% des ménages aient conduit des changements importants dans leur quotidien et leurs modes de vie.

Si le plan est radical – afin de faire en 10 ans ce que nous avons fait en 30 ans en matière de baisse des GES – la transition n'a pas à être brutale. Nous pouvons atteindre nos objectifs en combinant des mesures qui rendent possible un rythme de transition soutenable pour tous. Radicale dans ses principes, son ambition et ses moyens, la transition écologique doit être progressive, et, c'est notre conviction, se donner les moyens d'être populaire dans tous les sens du terme : susciter l'adhésion de tous et générer des bénéfices rapides pour les plus fragiles.

La transition écologique est un outil de la souveraineté de la France. Certains craignent que la transition écologique nous handicape et qu'elle nous rende dépendants des ressources et des technologies d'autres pays. Le plan permet, au contraire, de renforcer notre souveraineté. En matière industrielle, il permet l'installation de nouvelles filières stratégiques (voitures électriques, hydrogène). En matière énergétique, sortir des énergies fossiles, c'est renforcer la résilience de notre économie et de notre société aux crises énergétiques mondiales qui vont se multiplier, en fréquence et en ampleur. L'histoire de notre pays est ponctuée de crises économique qui découlent de notre dépendance aux énergies fossiles : la crise du pétrole des années 70, la crise des gilets jaunes, la guerre en Ukraine et l'inflation que nous connaissons aujourd'hui. Sortir des énergies fossiles, c'est donc protéger économiquement et socialement les Français, leur pouvoir d'achat, leurs conditions de bien-vivre, la compétitivité et la résilience de nos entreprises. En matière agricole, l'évolution des pratiques vers plus d'agroécologie est essentielle pour gagner en résilience face au changement climatique et protéger les rendements agricoles de demain.

Pour financer la transition écologique, nous cherchons à maximiser l'investissement privé, mais sommes lucides sur la nécessité de maintenir une part d'investissement public : pour accompagner l'investissement des plus modestes dans une transition écologique solidaires, pour agir là où il n'y a pas de rentabilité aujourd'hui, pour financer le développement des communs. Cette accélération de l'investissement public, porté par l'Etat et les collectivités locales, doit être soutenable pour le pays.

Face au défi de la transition écologique, les réponses ne peuvent pas être descendantes et uniformes. Elles ne sont pas les mêmes dans les territoires ruraux ou urbains. La réussite ne sera que collective, en partant du terrain, des innovations dans les territoires, en tenant compte de leurs spécificités, de leurs atouts mais aussi de leurs difficultés. Dans chaque territoire : des COP régionales ont été lancées entre décembre et Janvier dans l'ensemble des régions de France pour travailler avec les élus sur la déclinaison locale de la planification. Transports, logement, énergie, biodiversité, forêt, l'objectif est d'amener la planification au plus près des français. Avec les COP, nous ne partons pas de rien puisque nous nous appuyons sur toutes les actions déjà lancées par les collectivités. Mais nous devons aller plus loin.

La définition du chemin propre à chaque entreprise, à chaque territoire, ou à chaque individu, ne peut être le fruit que d'une négociation.

C'est donc à nous tous, entreprises, agriculteurs, collectivités locales, agents publics de l'Etat, chercheurs, associations, citoyens, de nous mobiliser et agir à la maille de tous les collectifs : les cercles d'amis, de famille, de quartier, d'entreprise, d'association, de territoires.

Se mobiliser, et agir, avec des principes d'action simples :

- 1. Mettre de l'humain :** c'est un créant des collectifs, c'est par le partage d'expériences et d'informations, c'est en agissant ensemble, que nous réussissons le défi de la transition écologique.
- 2. Rassembler et coopérer :** il s'agit aujourd'hui de rassembler sans chercher à cliver, de mobiliser toutes les forces vives sans esprit de concurrence.
- 3. Agir plutôt que de critiquer et de dénoncer.** L'engagement, c'est de bâtir des solutions et de tracer des chemins pour réussir à transformer notre société par une transition écologique juste et solidaire.

Avec l'exigence du bon sens et de la mesure : agir au quotidien, c'est aussi trouver des compromis, c'est remettre de la cohérence et simplifier, pour mieux accélérer et ne pas s'épuiser dans des injonctions contradictoires.

Agir, c'est une réponse aux attentes de ceux, de plus en plus nombreux, qui souffrent d'éco-anxiété. Il est normal d'avoir peur face au dérèglement climatique. Pour que la peur ne se transforme pas en angoisse, il faut agir. Le plan en donne les moyens.

Agir, c'est retrouver le goût de l'action collective, c'est recréer du lien dans une société qui en manque tant, c'est aussi la fierté des résultats obtenus et de relever ce défi qui nous oblige vis-à-vis des générations futures.